



Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Annie YAGUE.

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Pacte Métropolitain d'Innovation - Montpellier Capital Santé - Avenant à la convention de subvention à l'Université de Montpellier pour le projet REDSAIM - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

L'Acte III de la décentralisation qui s'est achevé avec la promulgation de la loi pour une Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a consacré les métropoles en tant que territoires d'équilibres et catalyseurs de développement régional. Leurs compétences ont été profondément affirmées notamment en matière de développement économique, d'enseignement supérieur et de recherche, d'aménagement urbain et de compétences sociales auparavant exercées par les départements.

Le Pacte Etat-Métropoles conclu le 6 juillet 2016 a traduit cette volonté de disposer de métropoles fortes, structurantes au niveau national et reconnues au niveau international en réunissant les moyens institutionnels et financiers pour les soutenir dans leur développement.

Il a été prévu à cette fin la conclusion de pactes d'innovations dédiés entre l'Etat, chaque métropole et les acteurs du monde de la recherche et de l'innovation afin d'identifier et de développer des projets stratégiques d'innovation. Ces documents visent aussi à contribuer à l'alliance des territoires afin que les relations d'interdépendances entre les zones urbaines, péri-urbaines et rurales ne cessent de s'accroître au bénéfice d'un développement équilibré, interactif et coopératif de ces différents espaces.

Montpellier Méditerranée Métropole, avec le soutien de l'Etat, a choisi l'axe du développement économique et du rayonnement international, en inscrivant le Pacte métropolitain d'innovation dans le cadre de son projet de développement territorial « Montpellier Capital Santé » (MCS).

Lancé le 9 novembre 2016, Montpellier Capital Santé a, notamment, pour objectifs de stimuler le développement et la croissance des entreprises, de donner une visibilité internationale à Montpellier et d'attirer les meilleurs investisseurs et talents (étudiants, chercheurs, entreprises ...).

Montpellier Méditerranée Métropole est la seule métropole à avoir retenu la thématique de la santé pour son Pacte métropolitain d'innovation. Ce positionnement témoigne de l'engagement de la Métropole dans le développement de la filière santé.

En effet, Montpellier est historiquement et, aujourd'hui plus que jamais, un centre d'excellence dans le domaine de la santé. La Santé constitue un des enjeux fondamentaux du développement de la Métropole au niveau national et international. Ainsi, le pacte métropolitain d'innovation se positionne comme un accélérateur de la démarche « Montpellier Capital Santé ». Conçu pour faciliter le déploiement rapide des projets les plus matures au sein de la filière santé, il porte des choix d'équipements très innovants, d'infrastructures susceptibles d'accueillir de la recherche et du développement de pointe.

Ce sont ainsi 8,3 millions d'euros de crédits affectés par l'Etat au Pacte métropolitain d'innovation : 7,1 millions d'euros à la signature du Pacte en janvier 2017 et une enveloppe complémentaire de 1,2 millions d'euros ayant fait l'objet d'un avenant au Pacte en avril 2017.

Dans le volet innovation du Pacte métropolitain d'innovation, six projets innovants et structurants, représentant 44,45 millions d'euros d'investissement ont été retenus bénéficiant de 7,64 millions d'euros de crédits d'Etat (Fonds de Soutien à l'Investissement Local, FSIL) et qui seront cofinancés à hauteur de 3,59 millions d'euros par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le projet REDSAIM, porté par l'Université de Montpellier est un de ces six projets structurants.

Le développement des maladies infectieuses à l'échelle mondiale rend aujourd'hui indispensable la mise en place de nouveaux moyens de prévention et la découverte de nouvelles molécules thérapeutiques. Les infrastructures de confinement contrôlées, permettant la manipulation des agents infectieux en laboratoire et sur des animaux modèles, sont un maillon clé de la chaîne de création d'anti-infectieux.

REDSAIM a pour objet de reconfigurer la structure A3/L3 (Animalerie/Laboratoire de niveau 3 de confinement) de l'Université de Montpellier et d'augmenter les prestations de la plateforme CEMIPAI (Centre d'études des Maladies Infectieuses et Pharmacologie Anti-Infectieuses) afin de les intégrer dans la structuration d'un réseau montpelliérain pour le développement de solutions préventives ou thérapeutiques contre les agents infectieux. Pour répondre à la demande d'établissements et d'industriels, cette reconfiguration proposera deux niveaux de confinements de contraintes différentes : un niveau A3/L3 et un niveau A2/L2 (Animalerie/Laboratoire de niveau 2 de confinement) dont l'offre sur Montpellier est actuellement très insuffisante.

Dans ce cadre, une convention a été signée en mai 2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier, pour l'attribution d'une subvention au projet REDSAIM, destinée à couvrir la période courant jusqu'à la date de fin de projet initiale prévue au 31 décembre 2018 (délibération n°14610 du Conseil de Métropole du 17 mai 2017).

Cependant, l'Université de Montpellier ayant modifié le calendrier des dépenses prévisionnelles liées au projet, ce dernier, se poursuivra jusqu'au 31 décembre 2019.

Considérant qu'initialement, dans le cadre du Pacte métropolitain d'innovation « Montpellier Capital Santé », la Métropole s'engage, sous la condition expresse que le bénéficiaire remplisse des obligations contractuelles, à verser une subvention de 322 000 euros conformément à la délibération n°14289 du Conseil de Métropole du 14 décembre 2016 relatif à la signature du Pacte métropolitain d'innovation « Montpellier Capital Santé » et à la délibération n°14521 du Conseil de Métropole du 29 mars 2017 relatif à la signature de l'Avenant au Pacte, sur la base d'un coût prévisionnel total du projet d'un montant de 3 570 000 euros TTC et une assiette éligible de 2 308 380 euros TTC (dont 1 868 380 euros sur la partie structure A3/L3 et 440 000 euros sur la partie plateforme CEMIPAI).

Le projet se déroulant sur les années 2017 à 2019, il a été inscrit au titre de l'année 2017 une première tranche de la subvention d'investissement d'un montant de 180 000 euros. La seconde tranche de la subvention d'un montant de 142 000 euros a été inscrite au budget 2018.

Cet avenant à la convention de financement conclue au mois de mai 2017 se substitue donc à cette dernière dans ses effets pour l'avenir.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant à la convention d'attribution de subventions ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant à la convention d'attribution de subvention à l'Université de Montpellier pour le projet REDSAIM, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180426-33699-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.